

Séminaire EHESS « Politisations comparées : sociétés musulmanes et ailleurs... », coordonné par Myriam Aït Aoudia, Mounia Bennani-Chraïbi, Jean-Gabriel Contamin et Jean-Noël Ferrié. Séance du 26 mai 2008

Qu'est-ce que représente « discuter politique » ? Comparaison des pratiques des Français et des Belges francophones.

Sophie Duchesne (CEVIPOF/CNRS) sophie.duchesne@sciences-po.fr

Florence Haegel (CEVIPOF/FNSP) Florence.heagel@sciences-po.fr

Centre de recherches politiques de Sciences Po.

Appréhender empiriquement les phénomènes politiques, dès lors qu'on quitte la sphère des activités identifiées comme telles (univers de l'élection, des partis et syndicats, du gouvernement, des mobilisations mettant en œuvre des répertoires d'action bien connus, etc.) pose la *redoutable* question du repérage du politique¹ - et au-delà, celle de la nature-même du politique. Depuis quelques années déjà, avons engagé un projet de recherche pour avancer sur ces questions, et nous avons choisi pour cela la méthode de l'entretien collectif² : nous observons des discussions organisées dans un cadre public, sur un sujet dont la dimension politique ne fait pas débat (la délinquance pour l'enquête préliminaire réalisée en France, l'Europe pour l'enquête actuelle, réalisée de façon comparative : France, Belgique francophone et Angleterre – voir détails de l'enquête en annexe).

Notre analyse des discussions organisées pour cette enquête comporte deux volets distincts : le premier, dans le droit fil de l'enquête préliminaire³, porte sur la politisation des discussions (tandis que le second, sur lequel nous ne nous attarderons pas ici, porte sur le rapport à l'intégration européenne). Nous entendions mettre les résultats de l'enquête préliminaire à l'épreuve de la comparaison et de fait, la confrontation des cas belges et anglais avec le cas français nous a conduites à faire évoluer sensiblement notre conception de la politisation.

Introduction de la notion d'épreuve de politisation.

La politisation, ouvrage collectif dirigé par Jacques Lagroye⁴, rassemble des contributions qui se proposent d'observer comment des agents sociaux – juristes, membres de l'administration, militants associatifs par exemple, voire simples citoyens – interagissent avec les acteurs ou les institutions politiques et participent de façon complexe à (re)construire la clôture du monde politique. Cette approche se démarque de définitions plus classiques de la politisation, portant soit sur le traitement politique d'une question ou d'un enjeu (mise sur agenda notamment), soit sur l'intérêt pour la politique des individus (Hermet et alii 1994, p.216) Dans sa contribution, Lagroye rappelle que ce qui est en jeu dans les processus de politisation, c'est la façon dont les êtres humains (mot qu'il emploie le plus souvent dans son texte) remettent

¹ En référence au texte de Jean Leca « Le repérage du politique » paru dans *Projet*, n° 71, en janvier 1973 (p. 11-24). Voir aussi le numéro d'Espaces-Temps consacré à cette question « Repérages du politique. Regards disciplinaires et approches de terrain », Duchesne, S. & Haegel, F. (dir.), *EspacesTemps Les Cahiers*, n°76/77, automne 2001.

² Une technique moins fréquemment utilisée en France que dans les pays de langue anglaise, ce qui nous a conduites à faire la synthèse des acquis méthodologiques sur cette méthode dans Duchesne, S. & Haegel, F., *L'enquête et ses méthodes : les entretiens collectifs*, Nathan, collection 128, 2004.

³ Dont les résultats ont été publiés dans Duchesne, S. & Haegel, F., « La politisation des discussions, au croisement des logiques de spécialisation et de conflictualisation », *Revue Française de Science Politique*, p. 877-909, décembre 2004.

⁴ Lagroye, J. Ed., *La politisation*, Paris, Belin, 2003

fréquemment en cause la différence, contraire en partie à « la vérité des relations sociales »⁵ mais historiquement bien établie, entre les champs ou secteurs d'activités, et notamment, la différenciation du champ politique. Autrement dit, il met au cœur de l'analyse de la politisation la question du passage des frontières⁶. Notre projet relève d'une stratégie de recherche *a priori* assez éloignée, ne serait-ce que parce qu'il se place résolument du côté des individus et non des entreprises ou des entrepreneurs de politisation, mais aussi parce qu'il ne recourt pas à l'observation (au sens large) d'activités sociales dans un cadre « naturel » mais invente un dispositif inspiré des méthodes d'expérimentation⁷ qui met des participants en situation de réagir. Il nous semble toutefois, que la question soulevée par Lagroye contribue à éclairer notre approche.

Dans notre enquête, la dimension expérimentale du dispositif ne constitue pas un pis aller ; elle se justifie par l'objectif de recherche qui consiste à confronter les participants à une situation politique construite. Il s'agit de voir comment des acteurs, invités à discuter ensemble d'un objet politique, « bricolent », inventent les règles, les pratiques, les façons de parler ensemble, comment ils s'adaptent (ou non) au fait d'être confrontés à la frontière que constitue le politique, comment ils passent cette frontière ou non, comment ils réagissent à cette épreuve. Le terme d'épreuve peut d'ailleurs être pris au sens propre dans la mesure où la situation n'a pas toujours été vécue de manière facile. Les manifestations de malaise qui émaillent notamment les moments qui précèdent le début de la discussion ou la pause, ainsi que les réactions de soulagement et de satisfaction en fin de séance l'attestent.

Différents traits du dispositif contribuent à rendre possible la politisation – i.e. à susciter une transformation (par rapport aux gestes et conduites les plus familières à chacun des participants), une adaptation de leurs pratiques de discussion à celles qui conviennent au traitement politique d'une question : le cadre institutionnel dans lequel les groupes ont été réunis (le CEVIPOF ou Sciences-Po pour les Français, l'Université pour les Belges et les Anglais), la mise en scène de la discussion (présence d'une animatrice, disposition en demi-cercle des participants, transcription et affichage des propos au fur et à mesure), le choix de les faire discuter d'un sujet vraisemblablement éloigné de leurs expériences mais largement traité par le système politique. De plus la discussion était précédée par la passation individuelle d'un questionnaire sur leurs opinions politiques – questionnaire dont beaucoup (ils nous l'ont dit) ont déduit le caractère politique du sujet qui allait leur être soumis. Tout contribuait à rompre avec l'ordinaire des pratiques de discussion, à donner à leurs échanges un caractère politique.

Au-delà du contenu effectif des discussions, c'est donc bien les pratiques générées par cette confrontation au politique, ce passage imposé du côté de la pratique politique de la discussion qui nous intéressent et que nous étudions comme de la politisation, avérée ou non. En effet, on observe dans ces groupes de nombreuses stratégies d'évitement, de contournement de l'épreuve. La première stratégie est évidemment le silence : certains participants de fait ne prennent la parole qu'exceptionnellement. La part des « silencieux » ou des « peu loquaces » est fonction d'au moins deux paramètres. Le premier est, comme nous l'ont indiqué tous les

⁵ Les entreprises de politisation, en transgressant les règles « d'un même mouvement – di(sent) la vérité des relations sociales qui ne se laissent jamais enfermer dans les dispositifs et les logiques d'un seul champ constitué, et remett(ent) en cause une architecture des rapports sociaux à laquelle les êtres humains sont attachés et dans laquelle ils ont appris à vivre. La violence de cette transgression, que les acteurs tentent d'ailleurs de dissimuler (...) tient à ce qu'elle compromette la réussite des entreprises les plus ordinaires. » (p.363)

⁶ Dans le même esprit, voir Arnaud L. & Guionnet C. *Les frontières du politique. Enquête sur les processus de politisation et dépolitisation*, Rennes, PUR 2005.

⁷ Moscovici S. & Pérez J.-A : « La méthode expérimentale » in Les méthodes des sciences humaines, Moscovici S. & Buschini F. eds., Paris, PUF, 2003, p. 59-83.

travaux sur l'engagement politique en général et sur la discussion politique en particulier⁸, lié au poids des inégalités sociales. Même si l'attention que nous avons portée à la composition des groupes a permis de créer des milieux socio-professionnels relativement homogènes, des inégalités sociales demeurent toujours - celles de genre sont d'ailleurs particulièrement opérantes⁹. L'autre paramètre tient à la taille des groupes. Si l'on mesure la répartition de la parole, il apparaît que la distribution est d'autant plus équilibrée que le groupe est de petite taille. Une large taille du groupe permet probablement plus facilement à certains de jouer les « passagers clandestins ». Outre le silence, d'autres pratiques permettent aux participants de refuser le cadre politique de l'interaction qui leur est imposé : le maintien d'une relation quasi scolaire de face-à-face avec l'animatrice, voire encore le recours à des pratiques plus ordinaires : apartés, discussion avec son voisin inaudible pour le groupe comme pour l'enregistrement, ou le retranchement vers des sujets familiers.

Mais on observe aussi différentes façons de « jouer le jeu », d'établir des règles de discussion appropriée à l'objet et à la situation de la discussion. La triple comparaison – entre des groupes de participants socialement différenciés, avec les groupes « témoins » de militants (qui eux à l'évidence ne sont pas dans la transgression mais se lancent avec délices et virtuosité dans la discussion) et entre groupes organisés dans des contextes nationaux différents – permet de faire apparaître la diversité relative des conduites pour s'adapter à l'épreuve de la politisation. Diversité relative car si on observe bien des différences dans les comportements des participants à ces différents groupes, les modalités d'adaptation à la situation sont en nombre limité.

Ce faisant, ce que nous cherchons à analyser, c'est comment les règles adoptées par les participants pour se conformer à l'objectif visiblement politique assigné à leur discussion révèlent les spécificités qu'ils attribuent à l'ordre politique. Car à l'instar de Jacques Lagroye, nous pensons que c'est bien cela qui est en jeu dans la politisation ; cependant nous partons de l'idée qu'il n'existe pas un ordre légitime, mais des ordres légitimes. La dimension comparative de notre dispositif justifie, à elle seule, l'accent que nous avons mis sur la pluralité des ordres légitimes¹⁰. Mais penser cette diversité nous paraît également nécessaire pour étudier les processus de politisation dans un cadre national donné – en tous cas le nôtre. Pour dire les choses dans les termes utilisés par Lagroye, nous cherchons donc, à travers l'analyse des interactions observables dans ces discussions, à préciser le(s) type(s) de requalification des relations sociales que produit la politisation, le(s) ordre(s) légitime(s) qu'elle introduit. Par ailleurs, il nous semble que le secteur politique, quand il est étudié dans un cadre démocratique, accentue la tension qui résulte de la clôture inhérente à tout secteur d'activité sociale : comme tout secteur – et peut-être de manière encore plus accusée - il connaît des frontières ; mais le credo démocratique (voire les nécessités de fonctionnement des institutions correspondantes) les rend plus encore illégitimes ou du moins, prévoit des modalités récurrentes d'ouverture à l'ensemble des acteurs sociaux.

Dans un premier temps, nous avons, sur la base de notre enquête préliminaire, mis empiriquement en évidence comment la dynamique des discussions reposait tout particulièrement sur les processus de conflictualisation et déconflictualisation, complétés par les effets de la spécialisation des activités politiques. Mais l'observation de la façon dont les Belges et les Anglais ont réagi à l'épreuve de politisation nous conduit à prendre en compte

⁸ Voir en particulier, Mansbridge J. *Beyond Adversary Democracy*, Chicago, Chicago Press 1983; ; Sanders L. "Against Deliberation", *Political Theory*, 25(3) 1997; Mendelberg T, « The Deliberative Citizen: Theory and Evidence », *Political Decision Making, Deliberation and Participation*, Volume 6, p.151-193 2002

⁹ Nous avons ainsi vite constaté qu'il était impératif de mettre plus d'une femme dans un groupe sous peine de voire notre unique participante se murer dans le silence.

¹⁰ On notera que le volume *La Politisation* fait très peu de place à la comparaison.

une troisième d'adapter leur pratique de discussion au cadre qui leur est imposé : la délibération.

Une troisième manière d'affronter l'épreuve de politisation : la délibération

En effet, lors de l'enquête préliminaire sur la délinquance, nous avons enregistré des séquences très fortes de conflictualisation - alternant avec de longues séquences dans lesquelles certains participants faisaient tout leur possible pour éviter que le conflit n'éclate. Influencées par les spécialistes de la méthode des *focus groups*¹¹ qui recommandent de focaliser l'analyse sur les moments dits « sensibles », ceux où à l'évidence se joue quelque chose de particulièrement émotionnel, nous avons effectivement mis l'accent sur l'analyse des séquences de conflictualisation. Ce faisant, nous avons de fait tendu à confondre conflictualisation et politisation. Mais en réalisant la nouvelle série de groupes à Bruxelles (et plus tard à Oxford), les discussions enregistrées nous sont apparues fort différentes de celles que nous observions à Paris. L'atmosphère générale et, plus spécifiquement, la façon dont les participants s'engageaient dans la discussion semblait moins conflictuelle, plus coopérative, plus ouverte. Aurions-nous du conclure que les Belges, et plus tard les Anglais, contrairement aux Français, ne parlaient pas de politique ? Nous ne le pensons pas. Les commentaires des participants belges et anglais disaient clairement qu'ils considéraient qu'ils avaient été invités pour parler de politique. Ils le notaient d'ailleurs généralement à regret, considérant que parler de politique est une affaire ennuyeuse ou qui risquait de les entraîner au-delà de la bienséance, mais, puisqu'ils avaient accepté le job et allaient être payés pour le faire, ils ont joué le jeu tout autant que les participants français. Seulement ils l'ont joué différemment, en tous cas à première vue. Là où les premiers tendaient à conflictualiser, les seconds ont largement tenté de délibérer.

Pour caractériser ces deux façons différentes d'assumer le caractère politique de la discussion dans laquelle ils étaient engagés, nous prendrons en compte trois aspects principaux : la manière dont se construit une forme d'intercompréhension entre les participants, le degré de relativisation ou de généralisation des argumentations, et les ressources mobilisées pour prendre position. A chaque fois, nous tenterons d'élaborer les marqueurs qui permettent de repérer les deux dynamiques. Ce faisant, nous nous situons donc dans la lignée des travaux qui tentent d'élaborer des instruments pour analyser empiriquement les manières de discuter. Le débat théorique florissant autour du modèle délibératif a, en effet, conduit un certain nombre de chercheurs à élaborer des critères voire des indicateurs permettant de mesurer la « qualité délibérative » des discours¹². Cherchant à tester empiriquement les attendus posés par les théories de la délibération, ils soulignent l'importance des critères que sont l'égalité de parole, la réciprocité des échanges, l'exigence d'une argumentation fondée en raison et l'évolution (voire la construction) des opinions dans la discussion.

La place accordée au processus d'intercompréhension est une dimension essentielle pour distinguer les manières de discuter. Comment les participants se considèrent-ils ? Tentent-ils d'inclure dans la discussion les plus silencieux ? La parole circule-t-elle de manière fluide ou est-elle marquée par le monopole de quelques-uns ? Comment les participants prennent-ils en compte ce qui a été dit précédemment ? Se répondent-ils ou restent-ils chacun enfermés dans

¹¹ La méthode est en effet beaucoup moins utilisée par les politistes en France, où l'entretien collectif est essentiellement pratiqué par les tourrainiens dans le cadre de leurs interventions sociologiques, que dans nombre de pays anglo-saxons. Nous avons dès lors fait le point sur les acquis méthodologiques de nos collègues de langue anglaise avant de nous lancer dans l'enquête actuelle : Duchesne, S. & Haegel, F., « Accepting or Avoiding Conflict in Public Talk », *British Journal of Political Science*, vol. 377b /1, 1-22, January 2007.

¹² Gastil J., *Democracy in small Groups*, Philadelphia, New Society Publ. 1993; Mendelberg T, « The Deliberative Citizen: Theory and Evidence » 2002 op.cit., Steenberg M.R, Bächtiger A, Spörndli M., Steiner J.: « Measuring Political Deliberation: A Discourse Quality Index », *Comparative European Politics*, 1, 2003

leur propre logique ? En résumé, dans quelle mesure coopèrent-ils ? Comment réagissent-ils face à ceux qu'ils ne comprennent pas ? Reconnaisent-ils avoir changé d'avis ? Selon les groupes, mais également les séquences de discussion, les réponses à ces questions varient.

Dans certaines séquences, les tours de parole peuvent être également répartis sans que personne ne tente d'imposer son point de vue ; dans d'autres, un ou deux participants monopolisent la parole, interviennent longuement. La distribution de la parole apparaît bien comme un premier marqueur de la manière dont on discute, de même que tous les éléments qui attestent du fait que la discussion est considérée comme légitime et que la diversité des opinions l'est également. « C'est pas ma question mais c'est une bonne question », « je viens bien discuter de cela », « c'est discutable » etc., tout un ensemble d'interventions – ici extraites des groupes belges – témoigne du fait que la discussion est valorisée pour elle-même et que les positions ne sont pas définitives. Tous les signes d'approbation (« Oui », « C'est vrai », « d'accord ») ou les tentatives d'éclaircissement (« qu'est-ce que vous voulez dire ? », « tu peux me donner des exemples ? ») révèlent l'existence d'une forme de coopération. A l'inverse, l'absence de logique d'intercompréhension est parfois flagrante : quand les participants enchaînent les prises de parole sans s'écouter, sans même parfois se regarder, en s'adressant à l'animatrice, chacun suit sa logique, tente d'exprimer son point de vue sans prendre en compte ce qui a été dit par d'autres ou en le contrant de manière directe, le plus souvent en délégitimant sa perspective (« Ce n'est pas la question »).

Le deuxième aspect qui permet de distinguer nettement deux façons de discuter dans ces groupes renvoie au processus d'argumentation et spécifiquement, à la manière dont celle-ci procède par relativisation ou généralisation. La relativisation suppose de prendre en compte la complexité des décisions qui affectent les citoyens. Elle repose principalement sur la reconnaissance du fait que « tout est relatif » car cela dépend des situations d'une part (lesquelles diffèrent selon les lieux, les échelles, les secteurs, les époques etc.) et d'autre part, parce que toute décision suppose un processus incrémental (« tout dépend du calendrier », « il faut voir », « prendre le temps », etc.). Cette manière d'argumenter rend plus complexe et plus ouvert le jugement. A l'inverse, le processus de généralisation néglige la spécificité historique et géographique des situations. Le jugement vaut pour tout le monde, partout, tout le temps puisqu'il s'agit d'un jugement de principe fondé en termes absolus et moraux : « De tout temps, dans tous les pays, il y a toujours eu des riches et des pauvres », « c'est le monde d'aujourd'hui, un monde affreux », « il y a de la corruption partout », « il y a toujours un problème d'éducation », ces formules – extraites des groupes français – fonctionnent par simplification et moralisation, elles s'imposent et conduisent les participants soit à se rallier, soit à poser un principe antagoniste.

Une dernière différence essentielle entre les deux manières de discuter porte sur les ressources mobilisées dans la discussion. Différentes ressources – médiatiques, scolaires, de sens commun – sont utilisées par les participants pour asseoir leur point de vue, de manière d'ailleurs plus souvent implicite qu'explicite. Parmi elles, le recours à l'expérience personnelle revêt un statut particulier. Quand une personne fait référence à son expérience personnelle en rendant public un récit biographique ou en témoignant, elle s'expose à la critique et éventuellement à la moquerie¹³. Poser des questions, demander des explications devient plus difficile. De plus, les évocations personnelles s'accompagnent toujours d'une intensité émotionnelle qui déteint sur l'échange. Dans un des groupes d'employés belges par exemple, le fait que Faissal, un jeune technicien graphique, fait part dès le début de la discussion de son projet de partir travailler en Allemagne confère aux arguments qu'il avance sur les résultats limités de l'Union européenne en matière de liberté de circulation un poids particulier. Plus tard, il révèle aux autres qu'il est né en Tunisie et lorsqu'il en vient à commenter les relations entre

¹³ Conover, P., Searing, D. & Crewe, I.: "The Deliberative Potential of Political Discussion", *British Journal of Political Science*, n.32, p.21-62, 2002.

l'UE et les pays du sud, les autres ont du mal à discuter ses positions optimistes. Dans un des groupes de cadres français, Fabienne, doctorante aux opinions de gauche affichées, manifeste très tôt son absence d'identification avec l'Europe ou la France. Elle est rapidement défiée par Gilbert, consultant dans le domaine de l'imprimerie, qui évoque sa généalogie complexe et sa femme hollandaise pour mieux faire ressortir son attachement à la France. Fabienne réplique en livrant à son tour des éléments biographiques (elle a vécu aux Etats-Unis pendant longtemps et voyage très souvent). Toufik, un jeune ingénieur, tente de les réconcilier en suggérant à Fabienne qu'elle aurait pu tirer de son expérience des sentiments différents. Mais Fabienne écarte son intervention. Gilbert en tire avantage et livre plus de détails sur sa propre famille, provoquant chez Fabienne une irritation croissante. La tension entre eux ne cesse de monter au point que Fabienne se réfugie dans le silence (elle jouera même ostensiblement avec son téléphone portable vers la fin de la discussion).

Le changement de ton qui accompagne ces évocations d'aspects de la vie des participants tient au fait qu'à travers l'expression de souvenirs ou d'expériences personnels, ce qui s'échange dans la discussion change de nature. Il ne s'agit plus d'opinions mais d'identifications, car ces récits mêlent étroitement le personnel et le collectif ; cette imbrication tient d'abord au fait que le récit personnel est toujours donné comme exemplaire. Comme l'analyse bien Katherine Cramer Walsh¹⁴ à propos de la discussion politique, l'implication revêt ici une dimension conflictuelle car elle se fonde sur l'expression de « perspective ». Mettant en jeu des expériences et des identifications socialement situées, la ressource que constituent les souvenirs personnels rend visible – explicitement ou implicitement - la diversité des « perspectives » et leur caractère potentiellement antagoniste ; elle ouvre la voie, pour les autres participants, à une possible confrontation avec des identifications différentes et met en question les solidarités, avec ou contre les récits mis en jeu, qui forment la base des systèmes d'alliance menant à la conflictualisation.

Notre analyse de la manière de discuter politique conduit donc à dégager deux dynamiques. La délibération se reconnaît par la présence de nombreux signes d'intercompréhension, une forte tendance à argumenter en relativisant, à éviter de s'impliquer personnellement (et émotionnellement). La conflictualisation se caractérise par l'importance de la dimension réactive (on réagit aux propos de ses interlocuteurs plus qu'on ne cherche à les comprendre) et expressive (on rend visible son point de vue en prenant position) au détriment d'efforts d'incompréhension, mais également par la tendance à généraliser principalement par le recours à des arguments moraux ; et enfin par la mise en jeu dans la discussion d'expériences et identifications personnelles. Un des ressorts essentiels de la conflictualisation est bien l'identification : identification de soi (dire ce que l'on est) et identification de l'autre (repérer ce qu'est l'autre ou lui assigner une identité).

Ces deux manières de discuter politique se combinent à une troisième – le fait de placer explicitement la discussion dans un registre qui manipule les catégories du champ politique spécialisé. Citer des noms d'acteurs ou d'institutions politiques, évoquer des décisions, des événements empruntés à la vie politique, faire des références implicites ou explicites à des schèmes idéologiques, à des argumentaires, voire des projets développés par les acteurs du champ politique constitue à l'évidence une autre façon de discuter politique. Elle n'est pas absente des discussions que nous avons organisées. Mais de même que la ressource personnelle, la référence à ces éléments, dès lors qu'ils sont identifiés par les autres participants, change là aussi le ton de la discussion. Une forme de gêne s'établit, souvent manifestée par des plaisanteries et des rires. Elle tient pour une part à la réactivation de la frontière entre activités profanes des citoyens et activités spécialisées des professionnels du pouvoir, une frontière que la mise en scène de la discussion vise à atténuer mais qui n'en reste

¹⁴ Cramer Walsh, K. *Talking about Politics*, Chicago, The University of Chicago Press, 2004 (p.18-33)

pas moins là. Elle se mesure à la démonstration de connaissances en la matière à laquelle se livrent certains participants, et à la dénégation – moi je ne sais pas, je n’y connais rien – des autres. Mais entre aussi en jeu la question de l’évaluation que chacun fait du camp politique évoqué : aussitôt pèse sur la discussion l’ombre des choix, sans doute différents, des uns et des autres en la matière. Nous n’avons pas encore développé l’analyse empirique de ce troisième processus, mais nous savons qu’il intervient dans tous les groupes, même si c’est dans des proportions et à des degrés très variables¹⁵. Ce que nous avons fait par contre, c’est, par-delà cette approche typologique des manières de discuter, préciser les approches théoriques qui justifient cette pluralité des modes de politisation.

Autrement dit, avant d’entreprendre le travail de codages de l’ensemble du corpus, nous avons ressenti le besoin d’ancrer notre approche empirique dans une réflexion théorique, ou pour le dire autrement, de passer d’une réflexion typologique à une tentative de construction idéaltypique (Weber 1992, p.426). L’élaboration de modèles ne vise alors plus à offrir une vision schématique et synthétique de résultats (provisoires), mais à fournir des outils d’analyse, dont la raison d’être est justement de saisir les décalages qu’ils entretiennent avec la réalité empirique.

Ancrer la typologie dans des idéaux-types : trois conceptions de la politisation en démocratie

Le tableau ci-dessous, présente les trois processus que nous avons construits : la conflictualisation toujours¹⁶, mais assortie maintenant de deux autres formes de politisation : la délibération et la compétition, nouvel avatar de ce que nous appelions dans l’enquête préliminaire la spécialisation. Ces trois processus sont donc destinés à servir de grille de lecture à la politisation des discussions suscitées et recueillies. Ils visent à la fois à construire des indicateurs permettant de repérer les séquences avérées de politisation, à en étudier les conditions de réalisation, et à faire apparaître les types d’ordre légitime qu’ils mettent en œuvre. La distinction logique de ces trois processus permettra à l’analyse de se consacrer aux modalités de passage et de combinaison d’un processus de politisation à l’autre et éventuellement du brouillage que ces mouvements créent. Pour chacun d’eux, nous avons tenté de répondre à quelques interrogations (cf. les lignes du tableau) :

- Quelle représentation des relations sociales préside à la politisation ?
- Lorsqu’une discussion devient politique, comment est requalifié le lien social ?
- Quel type d’interaction dans la discussion met en œuvre la politisation ?
- Quelles sont les finalités de ce type de politisation dans l’ordre démocratique ?
- Quel est l’auteur de référence pour penser ces idéaux-types ?

¹⁵ Ne serait que dans la dernière question où il est explicitement attendu des participants qu’ils discutent des positions des différents partis politiques sur la Turquie. En général, des évocations politiques spécialisées ont eu lieu plus tôt, mais nous voulions être sûrs de disposer d’un moyen d’évaluer le degré de connaissance et le sentiment de compétence de chacun dans ce domaine.

¹⁶ On observera que la conflictualisation était, des deux dimensions de la politisation que nous avons analysées, celle que nous avons le plus construit en théorie. C’est sans doute pour cela qu’elle subsiste sous la forme d’idéal-type.

Trois processus idéaux-typiques de politisation en démocratie :

	Conflictualisation	Délibération	Compétition
<i>Nature des relations sociales</i>	Inégalitaires : logique de domination	Pluralistes : diversité des valeurs et des intérêts	Pluralistes : diversité des valeurs et des intérêts
<i>Qualification du social opérée par la politisation</i>	Collectif (clivage)	Public (un monde commun)	Pas de requalification : Autonomie du social et du politique
<i>Forme de l'interaction politisée</i>	Réaction : Expression de soi/ identification de l'autre (construction de clivage)	Intercompréhension : écouter/répondre/ évaluer et juger. Egalité d'accès à la parole	Déplacement/ Importation : Echange ou concurrence de références
<i>Fonctions de la politisation</i>	Mobilisation	Construction d'un compromis, action publique	Légitimation de la délégation
<i>Auteur de référence</i>	Mouffe lisant Schmitt	Arendt	Schumpeter

(a) La conflictualisation

Le type de processus que constitue la conflictualisation reprend pour l'essentiel nos analyses précédentes. Au fondement de ce processus se trouve la reconnaissance du fait que les sociétés sont non seulement pluralistes (ce que reconnaissent également les modèles délibératif et compétitif) mais inégalitaires. La politisation est donc indissociable de l'affirmation ou de la dénonciation d'une forme de relation sociale marquée par les phénomènes de domination. Elle suppose l'émergence de clivages et fonctionne par imbrication de l'individuel et du collectif. Dans ce modèle, le politique qualifie le social en construisant du collectif (et non seulement de l'inter-individuel). Autrement dit, le politique crée du collectif en créant des groupes (de classe, de genre, de génération, ethniques etc.) sur la base des inégalités sociales puisque ces groupes se construisent par opposition à d'autres groupes sociaux ; et ce, même quand le collectif revendiqué prétend à l'universalité. Cette opposition revêt un caractère irréductible comme le souligne le couple ami/ennemi promu par Schmitt. Dans la discussion, la logique conflictuelle se reconnaît d'abord par son caractère réactif (on réagit aux propos de ses interlocuteurs plus qu'on ne cherche à les comprendre) et expressif (on rend visible son point de vue en prenant position). Un des ressorts essentiels des interactions est l'identification : identification de soi (dire ce que l'on est) et identification de l'autre (repérer ce qu'est l'autre ou lui assigner une identité).

Ce processus de politisation se nourrit et génère de la mobilisation. Dans la discussion, la politisation passe bien par la recherche d'alliés et par leur enrôlement ; à l'échelle du système politique la politisation passe par la capacité à mobiliser (le plus grand nombre, les plus motivés, les meilleurs...). La mobilisation met en jeu d'abord une dimension expressive (se rendre visible), au moins autant qu'une dimension constructive (influencer, agir sur les décisions).

(b) La délibération

Le processus délibératif peut être élaboré à partir des réflexions d'Hannah Arendt. La société est conçue comme pluraliste, comme une « communauté d'êtres différents », différents par la diversité de leurs intérêts autant que celle de leurs valeurs. En termes de qualification du social, la catégorie pertinente n'est plus le collectif mais le public, autrement dit en construisant un espace commun distinct de ce qu'est l'espace privé (ce qui est propre à chacun). Comme Arendt le précise, le public et donc le politique se constitue « dans l'espace-qui-est entre les hommes donc dans quelque chose qui est fondamentalement extérieur-à-

l'homme »¹⁷. La catégorie « public » suppose une forme d'égalité dans la reconnaissance de la légitimité de chacun à prendre la parole et à juger. C'est pourquoi Hannah Arendt, en référence au modèle grec de politisation, rappelle que « la liberté d'exprimer ses opinions (y) constituait la norme de l'organisation de la *polis* » (idem p.66).

L'enjeu de la discussion réside alors dans la mise en pratique d'une forme d'intercompréhension. Celle-ci suppose la capacité de se mettre à la place des autres, d'adopter fictivement leur point de vue¹⁸. Elle passe aussi par le fait d'écouter ses interlocuteurs (et non de réagir à ce que l'on a cru comprendre) et, le cas échéant, leur répondre, ainsi que par la mise en pratique de sa capacité de jugement. La délibération se manifeste donc par le recours à la forme évaluative et argumentative.

La politisation trouve alors sa raison d'être dans la construction d'une forme de compromis. Cette construction n'implique pas nécessairement une négociation en terme d'intérêts ; elle met également en jeu une tentative d'accord sur des valeurs partagées. Elle induit par ailleurs une valorisation de la recherche de solution et de l'action, et le respect *a priori* de l'accord atteint.

(c) La compétition

Le dernier processus de politisation correspond à ce que nous appelions précédemment la dimension de spécialisation. Le retour à Schumpeter¹⁹ a non seulement permis de retrouver la logique d'un modèle que nous n'avions jusqu'à présent que déduit empiriquement, et entraîné une nouvelle dénomination. Reposant, comme la délibération, sur une vision de la société pluraliste, traversée par des valeurs et des intérêts divers, le processus compétitif s'en distingue sur deux principaux éléments. Le premier élément de distinction tient au fait qu'il postule le principe d'autonomie de la sphère politique en définissant la théorie démocratique comme celle du « commandement concurrentiel » (idem., p. 374), en la réduisant à une technique de sélection (et de révocation) des dirigeants et en plaçant au cœur de sa réflexion les phénomènes de professionnalisation politique. Cette caractéristique tient au fait que ce processus se construit sur la reconnaissance (au sens d'acceptation) de la division radicale du travail politique qui fait que « le citoyen a l'impression d'évoluer dans un monde imaginaire » (idem, p. 344). De ce point de vue, on peut considérer qu'il ne met pas en jeu une forme de requalification du social.

Le deuxième point de distinction renvoie au fait que Schumpeter considère comme irréaliste la notion de « bien commun », dans la mesure où il signifie « des choses différentes pour des individus et des groupes différents » (idem, p. 331). D'autant que, de toutes les façons, le citoyen incompetent et confus ne peut pas, la plupart du temps, définir ce qu'il attend du politique et serait donc bien en peine de chercher un accord sur ce qu'il conçoit à peine.

Dans la discussion, le processus compétitif met en jeu des interactions parfois difficiles à repérer car elles passent le plus souvent par des références implicites (codes politiques ou idéologiques). Cependant, on observe aussi des références explicites à des acteurs professionnels ou des événements. Ces évocations de la sphère compétitive peuvent susciter

¹⁷ Arendt, H.: *Qu'est-ce que le politique?*, Paris, Le seuil 1995 (Ed. originale 1958)

¹⁸ « Mais ce qui était décisif autrefois comme aujourd'hui, ce n'était nullement le fait que chaque homme pût dire ce qu'il lui plaisait ou que chaque homme possédât le droit propre de s'exprimer comme il le fait aujourd'hui. Il s'agissait bien plutôt de l'expérience en vertu de laquelle personne ne peut saisir par lui-même et sans ses semblables de façon adéquate et dans toute sa réalité ce qui est objectivement, parce que cela ne se montre et ne se manifeste à lui que selon une perspective qui est relative à la position qu'il occupe dans le monde et qui lui est inhérente. S'il veut voir le monde, l'expérimenter tel qu'il est *réellement*, il ne le peut que s'il le comprend que comme quelque chose qui est commun à plusieurs, qui se tient entre eux, qui les sépare et qui les lie, qui se montre différemment à chacun et qui ne peut être compris que dans la mesure où plusieurs *en* parlent et échangent mutuellement leurs opinions et leurs perspectives », Idem. p.67.

¹⁹ Schumpeter, J. *Capitalisme, socialisme et démocratie*, Paris, Payot, 1965 (1^{re} édition 1942).

trois types de réactions, selon les situations et les niveaux de compétences des participants : soit elles rencontrent l'indifférence car elles ne sont pas décodées ; soit elles paraissent incongrues, provoquent une gêne, voire un malaise signalant par-là même que l'on a transgressé une frontière, soit enfin elles donnent lieu à une surenchère par la concurrence des références spécialisées. Quoiqu'il en soit, ces interventions généralement déstabilisent les interactions car elles font basculer les échanges dans un autre monde. D'un point de vue plus général, la politisation selon le principe compétitif et comme l'a clairement établi Schumpeter, construit une forme de légitimation de l'autorité politique qui fonctionne par délégation.

On le voit, les trois processus de politisation n'entretiennent pas le même rapport avec les frontières du politique. Dans le processus de conflictualisation, la frontière est subie et illégitime : il s'agit donc bien de la dénoncer, de la transgresser. Mais dans les autres cas, elle revêt une certaine légitimité. Selon le principe délibératif, la frontière est chaque fois construite (par la construction d'un espace politique *ad hoc*, par exemple dans des arènes de délibération sectorisées) et dès lors, elle peut être multiple et moins contraignante. Selon le principe compétitif, la frontière du politique est non seulement parfaitement légitime mais elle reste fixe (sous la forme d'une opposition entre gouvernants et gouvernés).

Trois aspects interdépendants du processus de politisation

Ce rapprochement des modes de discussion observés avec trois approches théoriques de la politisation en démocratie peut laisser supposer que ces trois modes de discussions sont pour nous trois modalités alternatives, voire exclusives les unes des autres – ce qui pourrait nous entraîner, *in fine*, à en discuter la valeur respective et chercher les moyens de favoriser l'une plutôt que les autres. Ce n'est pas le cas. Cette mise en rapport de nos observations avec différentes façons de penser le politique en démocratie est d'abord une façon de confirmer le fait que nous sommes bien là face à trois formes empruntées par le processus de politisation, et pas seulement face à différentes façons de discuter « en général ». Surtout, nous avons insisté sur l'usage que nous faisons des idéaux-types ainsi produits. Ils sont pour nous autant de grilles de lecture, autant de moyens de mieux repérer différents aspects de ce qui est pour nous un même et unique processus : la politisation des discussions à laquelle nos participants ont procédé en se conformant au cadrage implicite de l'exercice auquel ils avaient été conviés. De fait, l'observation de ces discussions montre que délibération, conflictualisation et compétition se mêlent très largement. Et ce, même si à l'évidence, certains paramètres contribuent à favoriser une modalité de la politisation plutôt qu'une autre. Nous nous contenterons pour l'heure d'illustrer l'articulation entre les deux premiers, laissant pour l'instant la compétition de côté²⁰.

La mise en évidence empirique de l'imbrication entre conflictualisation et délibération n'est pas sans rapport avec la discussion menée par Diana Mutz qui infère, à partir de données de sondage, deux types de discussion politique, suivant que l'on échange avec des gens dont on partage le point de vue (discussions qui se produisent dans des réseaux homogènes) ou avec des personnes avec lesquels on est en désaccord (réseaux hétérogènes). Or ces deux contextes auraient des conséquences différentes sur les attitudes de ceux qui discutent politique. La pratique dans des réseaux hétérogènes encouragerait l'esprit de tolérance mais découragerait la participation²¹. A l'inverse, l'insertion dans des réseaux homogènes favoriserait la

²⁰ Rappelons une fois de plus que notre analyse est loin d'avoir été menée à son terme.

²¹ "Although diverse political networks foster a better understanding of multiple perspectives on issues and encourage political tolerance, they discourage political participation, particularly among those who are adverse to conflict. Those with diverse networks refrain from participation in part because of the social awkwardness that

participation (ce serait d'ailleurs pour de nombreux auteurs travaillant avec des données ethnographiques une condition essentielle pour s'engager dans une discussion politique au sens spécialisé, au sens où l'on échange non seulement des opinions mais l'on fait état de ses préférences en matière de parti, de programme et de leader politique²²) ; mais, en confortant le point de vue collectivement partagé, ce type de discussion politique renforcerait les convictions déjà formées et développerait en conséquence une forme d'hermétisme aux opinions divergentes. Il existerait donc non seulement des contextes, des pratiques et des registres différents de la discussion mais ceux-ci auraient des effets contradictoires (bien que complémentaires) sur la vie démocratique.

L'analyse empirique des focus groups nous conduit, d'abord, à amender le point de vue de Diana Mutz. A l'examen des discussions que nous avons enregistrées, il apparaît que les deux dynamiques que nous avons dénommées conflictualisation et délibération (qui donc renvoient bien assez directement aux deux pratiques de la discussion inférées par Mutz) ne sont pas exclusives l'une de l'autre. Au contraire : elles coexistent dans un même groupe et chez une même personne à différents moments de la discussion. Illustrons cela par un exemple pris dans un groupe d'employés réunis à Paris. Il rassemble quatre femmes et deux hommes, relativement jeunes (de 21 à 38 ans)²³. L'échange ci-dessous se situe dans la première demie-heure de la discussion, alors que le groupe tente de répondre à la question : être Européen, qu'est-ce que ça veut dire ? Ils ont évoqué rapidement toute une série de thèmes – culture commune, puissance, paix, solidarité, pauvreté, comparaison avec les Etats-Unis – quand Magali introduit l'idée qu'il aurait mieux valu construire une alliance avec les pays plus pauvres que la France plutôt qu'avec d'autres pays riches :

Patrice : L'idée originale était d'être, de devenir une force et (*pause*)

Laetitia (*vers Patrice*) : mais je pense qu'on aide déjà les pays les plus pauvres parce que, on, on efface les dettes on efface quand même pas mal de choses donc, donc là-dessus c'est quand même les aider quoi (*pause*)

Patrice (*à Laetitia*) : on agrandit la nôtre aussi hein

Laetitia (*tout de suite*) : comment ?

Patrice (*tout de suite*) : on agrandit la nôtre aussi (*souriant*)

Moderatrice : Alors...

Hadia (coupe la modératrice, *vers Laetitia*) : Bof on efface leur dette après les avoir, bien colonisé pendant des années c'est facile de, enfin tu vois ?

accompanied publicly taking a stand that friends or associates may oppose". Mutz, D.: *Hearing the Other Side: Deliberative Versus Participatory Democracy*. Cambridge : Cambridge University Press. 2006, p.3.

²² Et notamment Eliasoph, N.: *Avoiding Politics. How Americans Produce Apathy in Everyday Life*, Cambridge, CUP, 1998, Hamidi, C., « Éléments pour une approche interactionniste de la politisation. Engagement associatif et rapport au politique dans des associations locales issues de l'immigration », RFSP 2006 51/1, p.5-26, et Cramer Walsh, K. 2004: *Talking about Politics*, Chicago, The University of Chicago Press,

²³ Le groupe est composé de : Clélia, 24 ans, diplômée en graphisme et qui illustre des livres mais gagne sa vie comme standardiste. Ses parents sont physiothérapeutes. Elle refuse de dire pour qui elle a voté à la présidentielle 2002 et dit s'être abstenue au référendum sur le traité constitutionnel. Elle est de type européen. Hadia, 36 ans, a une licence en communication. Elle est sans emploi au moment de l'entretien, ses parents sont ouvriers (son père dans le bâtiment, sa mère dans l'éducation). Elle se place en 2/3 sur l'échelle gauche/droite en 7 positions et n'a pas voté lors des dernières élections. Elle est de type nord-africain. Laetitia, 21 ans, a un DUT de commerce et occupe une fonction commerciale dans le marketing. Elle a un enfant. Ses parents sont ouvriers (père dans le bâtiment, mère assistante dentiste). Elle se place en 5/6 sur l'axe G/D, a voté pour Chirac mais s'est abstenue au référendum. Elle est de type indéterminé (européen ou nord-africain). Magali, 28 ans, a passé deux ans à l'Université. Elle est réceptionniste (en intérim). Elle refuse de se placer sur l'échelle G/D, a voté pour Chirac et ne sait plus si elle a voté au référendum. Elle est de type européen. Victor, 30 ans, a un DUT et est logisticien. Son père était négociant et sa mère au foyer. Il se place en 2 sur l'échelle G/D, a voté Vert (Mamère) et contre le Traité. Il est de type européen, de même que Patrice, 33 ans, diplômé de l'école hôtelière. Son père est artisan, sa mère commerçante. Il ne choisit rien sur l'échelle G/D, n'a pas voté au référendum (mais aurait voulu voter pour).

Laetitia (*tout de suite*) : ouais mais non je dis pas (*geste « enfin moi pour ce que j'en dis »*)
Hadia (*tout de suite, devant elle*) : après on peut faire les
Laetitia (*à Hadia, la coupant*) : c'est aussi une façon de les aider quoi (*pause*)
Victor (*vers Laetitia*) : Cela dit ...(*se tourne vers Patrice, qui a commencé à parler en même temps que lui*)
Patrice (*à Laetitia*) : Ceux-là, c'est ceux qui sont le plus ou moins, en dehors de l'Europe quand même
Clélia (*tout de suite, à Patrice*) : oui non là : on va loin (*geste éloignement*)
Patrice (*tout de suite, vers Clélia*) : voilà on va pas (*hésite*) je pense, je me rappelle pas qu'on ait beaucoup colonisé de pays qui sont aujourd'hui dans l'Europe (*pause*)
Hadia (*tout de suite, vers Patrice*) : non je parlais pas des pays du Nord les pays...
Patrice (*parle en même temps qu'elle*) : on les a envahi un peu petit peu c'est vrai mais (*souriant*)
Hadia (*continue*) : les pays du Sud qui sont, qui sont, l'Afrique on a parlé de (*regard vers Magali puis vers Patrice*) des pays qui...
Patrice (*parle de nouveau en même temps qu'elle*) : ouais mais y sont ils sont, ça c'est à l'extérieur
Hadia (*tout de suite*) : ouais ils sont l'extérieur parce qu'on (*désigne le tableau ?*) y'a quelqu'un a abordé le sujet (*se tourne vers les autres, Patrice approuve*) de, le but de (Clélia parle en même temps, lui souffle : « de rassembler ») rassembler tous les pays les plus pauvres etc. pour, les faire rentrer dans la CEE. Tu faisais allusion à l'Afrique des choses comme ça non ? (*à Magali*)
MAGALI (*devant elle*) = ouais ... (*tout bas*)
Hadia (*vers MAGALI*) = hum. Et...
MAGALI (*devant elle, continue*) : Ben pour moi le but, humanitaire de solidarité est plus important que le but d'être, plus puissant que les Etats-Unis et tout (*Silence. Hadia se lisse les cheveux et semble sourire, tournée vers Magali et Laetitia*)

Dans cette séquence, l'intercompréhension est assez élevée²⁴. Tous les participants interviennent, la parole circule avec souplesse : il y'a bien quelques interruptions, mais personne ne parle en même temps ni ne tente d'empêcher les autres de prendre la parole. Ils regardent celui qui parle. Chaque réplique est une réponse à la prise de parole précédente. Quand Patrice peine à comprendre ce qu'Hadia a voulu dire à propos des anciennes colonies, il lui laisse la possibilité de s'expliquer. Et on voit bien qu'ils suivent ce qui a été dit précédemment puisqu'Hadia pointe le tableau et invite Magali à revenir sur ce qu'elle a dit – montrant ainsi qu'elle porte attention aux arguments échangés. On peut donc dire que la discussion semble relativement ouverte.

En même temps, on observe des éléments de conflictualisation dans la façon dont ils généralisent à tout propos. Ils opposent le Nord au Sud, « nous » aux pays plus pauvres, l'UE à l'extérieur, et ne font jamais de distinction entre pays à l'intérieur de ces groupes. Mieux, ils opposent deux principes – la nécessité d'être puissant à la solidarité entre riches et pauvres – et les posent comme antagonistes, sans essayer de chercher les conditions de leur conciliation. Magali, sollicitée par Hadia, va au bout de cette logique de confrontation des principes d'action en introduisant entre eux l'idée d'une hiérarchie, d'une préférence. Les autres ne peuvent alors plus que se taire ou prendre partie, avec ou contre le choix qu'elle a publiquement affirmé.

De fait, l'alternative humanisme/utilitarisme reste présente tout au long de la session. Magali lui donne plus de force encore en révélant qu'elle a vécu de façon précaire, sans abri, pendant toute une période de sa vie (elle vit d'ailleurs toujours d'emplois temporaires). Hadia la soutient mais leur alliance est bloquée par les prises de position de Magali contre l'interventionnisme social de l'Etat – une prise de position qui rencontre la fascination qu'elle reconnaît pour Nicolas Sarkozy, alors Ministre de l'Intérieur. Hadia se retrouve donc seule à défendre l'Etat-Providence (car Victor, dont quelques interventions laissent entendre qu'il serait de son côté, reste assez silencieux).

²⁴ Sachant que ces discussions, on l'a dit, sont généralement confuses et donc loin de ressembler à l'idéal de délibération qu'on pourrait attendre d'assemblées consultatives par exemple (Manin B.: « On Legitimacy and Political Deliberation ». *Political Theory* Vol. 15, No. 3 (Aug., 1987), 338-368)

Cette alliance inaboutie, qui contient le choix entre humanisme et utilitarisme dans un système de préférence affiché et ne débouche pas sur l'expression d'un clivage assumé – ceux qui ont besoin du soutien public contre ceux qui trouvent les moyens de s'en sortir seuls – est un processus qu'on observe assez couramment dans les groupes et qui manifeste l'intrication complexe entre délibération et conflictualisation. Les participants tentent à la fois d'échanger des opinions, en s'efforçant à la fois d'expliquer ce qu'ils pensent et de comprendre les opinions des autres, dans l'espoir d'aboutir à un sentiment commun ; mais en même temps, ils cherchent à renforcer leur propre « perspective » pour reprendre l'expression heureuse de Katherine Cramer Walsh, de consolider, par des alliances avec ceux qui expriment le point de vue le plus proche du leur, leur propre position. La poursuite de nos analyses visera à affiner les modalités de cette imbrication entre ces deux visées de la discussion politique, en la complétant par le rôle joué par l'irruption de références spécialisées – compétitives donc – dans la discussion²⁵.

A ce stade, nous ne pouvons que constater que les deux registres sont généralement présents mais à des degrés variables. On notera d'ailleurs qu'ils n'ont pas la même visibilité dans la mesure où la dynamique conflictuelle, en raison de sa densité dramatique et émotionnelle, marque plus les esprits, alors que la dynamique délibérative peut passer inaperçue. Elle est d'ailleurs largement invisible dans les travaux ethnographiques s'appuyant sur des données non enregistrées tout simplement car la chercheuse ne le voit pas (il ne se passe rien), ne le mémorise pas, ne le note pas²⁶. Ensuite, la part prise par ces différents registres varie, d'ailleurs moins selon les milieux sociaux ou les statuts d'engagement politique que selon d'autres facteurs plus difficiles à démêler mais relevant à la fois des contextes culturels nationaux, des thèmes débattus et, derrière eux, des clivages qu'ils raniment.

La place des registres délibératif et conflictuel ne dépend pas de la composition des groupes. En particulier, le recours au registre délibératif n'est pas déterminé par le niveau socioprofessionnel des participants, ni même d'ailleurs par leur statut de proximité à la politique professionnelle. En particulier, les groupes les moins dotés scolairement ne peuvent être qualifiés de moins délibératifs ou de plus conflictuels. Il est vrai que les deux registres nécessitent tous deux des capacités transmises notamment par l'enseignement : un minimum de connaissances est essentiel, dans le registre délibératif, pour argumenter, et un minimum de compétence est nécessaire, dans le registre conflictuel, pour décoder les positions des autres et construire des alliances. Autre enseignement qui mérite d'être souligné, les groupes militants n'apparaissent pas plus conflictuels que les autres. Ce constat tient probablement au fait que ces militants s'apparentaient souvent à des cadres, collaborateurs d'élus, permanents etc. ils étaient donc pour plupart plus ou moins professionnalisés. Cette identification professionnelle commune alimentait une forme de connivence et un rapport plus distancié, voire ludique aux conflits politiques. Leur attitude renforce d'ailleurs notre notion d'épreuve de politisation, au sens où eux se sont lancés dans ces discussions sans les efforts apparents des autres groupes : eux savaient parfaitement comment on est censé discuter politique dans le registre compétitif. En revanche, la dimension nationale est plus visible. Comme nous l'avons déjà indiqué, les Belges (et les Anglais) nous sont apparus, de premier abord, plus délibératifs que les Français. En effet, bien que les discussions ne soient ni moins animées, ni moins longues, ni moins engageantes dans le cas belge que dans le cas français, les deux terrains nous ont laissé avec

²⁵ Dans l'exemple présenté ici, nul doute que la référence enthousiaste de Magali à Sarkozy (c'est elle qui l'amène dans la discussion) a amplement contribué à stopper les tentatives d'Hadia pour se rapprocher d'elle. La dernière séquence montre en effet qu'Hadia, sans avoir d'engagement partisan marqué, penche du côté de la gauche et plus particulièrement du parti Socialiste.

²⁶ Nous appuyons cette hypothèse sur les réflexions méthodologiques proposées par K. Cramer Walsh qui si elle justifie son choix de ne pas enregistrer les discussions qu'elle a observées de façon tout à fait appropriée, nous semble moins convaincante dans la façon dont elle conclue, exemples à l'appui, que son système de notes ne lui a rien fait perdre des discussions (Cramer Walsh 2004).

l'impression que les Belges et les Français discutaient et politisaient différemment. Lors de nos premiers travaux sur la France, le registre de conflictualisation s'était imposé comme grille d'analyse. Quand ce registre n'était pas mobilisé, nous parlions par défaut de dé-conflictualisation. Cette perspective tenait sans doute à un biais ethnocentriste (la France n'est-elle pas analysée par beaucoup de spécialistes comme une démocratie de la protestation et un système politique polarisé ?), mais elle renvoyait aussi à un biais méthodologique dans la mesure où nous nous étions attachées à l'analyse des « moments sensibles »²⁷, autrement dit aux moments les plus saillants parmi lesquels on trouve évidemment les séquences au cours desquelles le conflit émerge, éclate ou se trouve refoulé. La réalisation des groupes belges a rendu visible le registre délibératif. Nous avons donc pu en saisir la dynamique et élaborer des indicateurs qui nous ont permis, en retour, d'observer dans les groupes français la présence d'éléments délibératifs auxquels nous n'avions pas prêté attention auparavant.

Autrement dit, conflictualisation et délibération sont toutes deux présentes dans tous les groupes, mais la première est nettement plus visible chez les français et la seconde chez les belges. Comment expliquer cette différence ? L'explication en termes de « cultures politiques » ne peut être écartée dans la mesure où les systèmes institutionnels et politiques belge et français sont assez différents pour pouvoir penser qu'ils ont, sur le long terme, forgé des types de politisation différents, dont on trouve la trace dans la manière de discuter politique. Entre un système français historiquement centralisé et un gouvernement belge multi-niveaux, entre une société politique belge « pilarisée » et une société politique française marquée par l'abstraction de l'universalisme de l'individu, entre une polarisation politique française et une pratique belge du compromis par la construction d'alliances, les différences ne manquent pas²⁸. Elles pourraient expliquer le fait que les Belges ont une plus grande propension à relativiser en termes d'échelles mais également de secteurs alors que les Français ont tendance à généraliser en ayant recours à des arguments de principe à vocation universelle ; ou que les Belges échangent, dans l'ensemble et sauf exception (cf infra) des signes d'intercompréhension et semblent valoriser la coopération alors que les Français sont plus soucieux de faire valoir leur point de vue au risque de créer des antagonismes.

Les différences constatées tiennent cependant également au thème proposé à la discussion. Les Belges connaissent mieux l'Europe que les Français, d'abord parce qu'ils l'ont apprise (comme en témoignent les références scolaires qu'ils mobilisent) mais aussi parce qu'ils en font plus directement l'expérience (en tant que frontaliers et en tant qu'habitants d'une des capitales de l'Europe) : ils sont donc plus facilement en position de pouvoir argumenter sur ce thème. A l'inverse, les Français non seulement ont très de connaissances de l'intégration européenne (ils ont d'ailleurs globalement des connaissances assez succinctes de tout ce qui ne concerne pas la France), mais de plus, ils manifestent clairement leur absence d'intérêt pour le sujet.

Par delà l'impact du thème discuté, ce qui pèse directement sur la dynamique de conflictualisation ce sont, en réalité, les clivages qui émergent. La conflictualisation ne se fait pas au hasard ; elle n'émerge que sur quelques lignes d'opposition spécifiques, qu'à la suite de Rokkan nous appelons des clivages²⁹. Ces clivages sont en nombre limité dans la mesure où ils incarnent des lignes de partage fortement enracinées dans des transformations sociopolitiques de long terme. S'agissant des groupes belges, on observe un clivage dominant, celui autour duquel se produisent toutes les séquences de conflictualisation : il s'agit du

²⁷ Kitzinger J., Farquhar C. : « The Analytical Potential of "sensitive moments" in Focus Group Discussions' in Barbour R.S., Kitzinger J. eds: *Developing Focus group Research Politics. Theory and Practice*, Londres, Sage, 1999.

²⁸ Les données belges, il est vrai, n'auraient pas été identiques si les groupes n'avaient pas réunis des Bruxellois francophones.

²⁹ Rokkan S: *Citizens, Elections, Parties. Approaches to the Comparative Study of the Processes of Development*, Oslo, Universitetsvolaget 1970

clivage religieux. C'est toujours autour de la question religieuse, et plus précisément, de la sécularisation du système politique que le conflit éclate (généralement, au moment de la discussion de l'entrée de la Turquie dans l'UE) ; il est alors radical, très émotionnel, dans la mesure où il se fonde sur des arguments établis et des positions fortement enracinées qui dessinent bien deux camps. Dans le cas français, les clivages qui contribuent à amorcer la dynamique de conflictualisation sont multiples : clivage intervention de l'Etat/responsabilité individuelle, clivage xénophobie/acceptation de la diversité ; clivage élites/peuple principalement. Cette pluralité des lignes d'opposition qui se superposent génère des formes de brouillage et rendent plus difficile la construction des alliances dès lors que deux participants peuvent se trouver du même côté sur un clivage et dans des camps opposés sur l'autres. Or aucun d'eux ne domine, en tout cas à partir de la question intégration européenne. Alors que ces trois clivages transparaissent dans les groupes belges mais de façon adoucie, et sont de toutes façons clairement secondaires par rapport au clivage religieux.

Que pouvons-nous conclure, à ce stade de l'analyse, sur la politisation des discussions ?

En attendant de pouvoir détailler plus complètement comment s'imbriquent les trois modalités selon lesquelles les participants à nos groupes ont assumé l'épreuve de politisation à laquelle nous les avons soumis, ce que nous voulons faire valoir ici c'est combien ces dynamiques, loin de s'exclure, loin d'apparaître comme des alternatives, se combinent pour concourir ensemble à la politisation de ces discussions. Autrement dit, si chacune d'elle renvoie bien à un ordre légitime qu'on peut théoriquement distinguer, l'observation empirique montre que ces ordres se mêlent dans la réalité : le « corps politique » d'une société démocratique, pour reprendre l'expression de Bruno Latour dans son commentaire du Gorgias³⁰, est fait tout à la fois de conflit entre groupes sociaux aux perspectives antagonistes, de compromis entre des opinions plurielles mais compréhensibles les unes aux autres et de séparation entre gouvernants et gouvernés sans cesse remise en jeu dans la compétition à laquelle les élites sont contraintes de se livrer pour gagner des soutiens. Seule la prise en compte de ce « mouvement circulaire »³¹ qui caractérise la parole politique, combinant sans cesse conflictualisation, délibération et compétition, permet de vraiment rendre compte de l'immense complexité de la façon dont les discussions deviennent politiques – et dans le même temps, de la subtilité des compétences et des façons de faire que mettent en jeu des citoyens lorsqu'ils discutent ensemble de politique.

Annexe :

« Comment les Français, les Anglais et les Belges parlent de l'Europe ? » : Présentation de la recherche

Ce projet a été conçu comme la mise en œuvre en « grandeur réelle » du travail exploratoire sur la politisation des discussions à propos des représentations de la délinquance précédemment cité. Il s'agit d'une recherche comparative : France, Belgique (francophone) et Royaume-Uni (Angleterre). Huit à dix focus groups ont été réalisés dans chacun de ces pays (plus précisément à Paris, Bruxelles et Oxford), les participants étant choisis de façon à maximiser l'homogénéité sociale du groupe (ouvriers et précaires ; employés et petits indépendants ; cadres – plus une série de groupes de militants ou permanents de partis) et son hétérogénéité politique. Chaque groupe comporte entre 4 et 8 participants. La discussion, qui porte sur l'Europe, est structurée autour de 5 questions (Etre

³⁰ Latour B. : « Si l'on *parlait* un peu politique ? », Politix, 15(58), 2002

³¹ Latour, B: "Socrates' and Callicles' Settlement – or the Invention of the Impossible Body Politics", Paper written for the sesquicentennial University of Buffalo 2002

européen, qu'est-ce que ça veut dire ? Comment répartir le pouvoir en Europe ? (Nations, élus, experts, marché) A qui profite l'Europe ? Pour ou contre l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne ? Favorable ou non à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne ? suit une liste de partis politiques), entrecoupée d'un break, puisque chaque séance dure trois heures environ. L'animation est faite par une des chercheuses qui transcrit autant que possible les propos échangés, au fur et à mesure, sur de grands tableaux de papier auxquels les participants font face, de manière à favoriser la réflexivité du groupe. Chaque discussion est filmée puis transcrite. Les discussions ont été enregistrées dans la première moitié de l'année 2006 et les transcriptions (et leur relecture) sont presque terminées. Cette recherche a obtenu le soutien financier de programmes et d'institutions divers (ACI internationalisation des sciences sociales, Assistante de recherche FNRS, Grant du *Leverhulme Trust*, de *Nuffield College*, et soutien du Centre d'Etudes Européennes de Sciences-Po).

Nous sommes actuellement au début de l'analyse des groupes. L'équipe prévoit de procéder en deux étapes : Première phase : analyse synthétique groupe par groupe faisant apparaître à la fois la dynamique de la discussion, ses principales ambivalences et ses points de forces quant au rapport à l'Europe. L'objectif de cette première étape est double : tout d'abord, procéder à une interprétation de chaque discussion rendue nécessaire par la nature des données : le sens des prises de paroles est tout sauf évident et demande une discussion en équipe ; mais il s'agira aussi de coder chacun des groupes sur une série de dimensions relatives à l'Europe dans le but de procéder à une analyse qualitative comparée (méthode QCA). Deuxième phase : Dans un deuxième temps, les transcriptions seront codées - avec l'aide d'un logiciel d'aide à l'analyse qualitative ATLAS.ti - parallèlement par les différents membres de l'équipe en fonction de leurs sujets respectifs : légitimité de l'Europe, compétence politique, identité nationale, ressources argumentative et influence médiatique...

La première étape est donc conçue comme relativement synthétique, tandis que la seconde ambitionne d'être systématique. Ces deux étapes devraient également nous permettre de gérer la dualité des objets de recherche qui sont les nôtres : la politisation d'une part, mais aussi la structuration (ou non !) des attitudes à l'égard de l'intégration européenne.